

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue
Semaine du 22 au 28 septembre 2023

Au cours de la première quinzaine de septembre, l'indice national des prix à la consommation (INPC) a enregistré une variation de 0,25 % par rapport à la quinzaine précédente, tandis que le taux annuel s'élevait à 4,44 %. Ainsi, l'inflation s'est rapprochée de l'objectif de la Banque du Mexique, Banxico, (3 % +/- 1 pp) après avoir atteint en 2022 des niveaux inégalés depuis plus de vingt ans, selon les informations publiées par l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi).

Selon Finamex, ces données ont surpris légèrement à la baisse et constituent une bonne nouvelle malgré la persistance de risques qui pourrait retarder la convergence du taux d'inflation vers la cible de Banxico.

L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les biens et services dont les prix sont plus volatils, a également ralenti mais reste supérieure à l'inflation globale avec un taux annuel de 6,08 %. Selon le rapport de l'Inegi, au cours de la première quinzaine de septembre, les prix des marchandises auraient enregistré une hausse de 5,78 % g.a, et ceux des services de 5,08 % g.a. Les prix du secteur agricole auraient augmenté de 3,57 % g.a tandis que ceux de l'énergie et les tarifs autorisés par le gouvernement ont enregistré une baisse de 2,2 % g.a.

Les analystes soulignent qu'en raison d'une base de comparaison moins favorable et du rebond des prix du pétrole, la variation annuelle de l'IPC s'accélérerait au T4 2023. Celle-ci reprendrait sa trajectoire à la baisse dès 2024 et devrait revenir dans la fourchette de tolérance de Banxico jusqu'au T1 2025.

LE CHIFFRE A RETENIR

4,44%

Taux d'inflation annuel au
cours de la première quinzaine
de septembre

Mexique

Conjonctures macroéconomiques

Banxico a de nouveau maintenu son taux d'intérêt directeur inchangé à 11,25 % lors de la réunion de politique monétaire du 28 septembre. Cette décision suit celle de la Réserve Fédérale qui avait également décidé de maintenir son taux d'intérêt directeur dans la fourchette 5,25 – 5,5 %. Par ailleurs, Banxico notifie que le taux d'intérêt devrait rester à son niveau actuel pendant une période prolongée. L'institution a mis à jour ses perspectives d'inflation pour 2024, estimant que celle-ci s'élèverait à 4,4 % au T1 2024, soit 30 ppb de plus que la prévision précédente. Pour le T2 2024, la Banque prévoit un IPC de 4 %, puis de 3,7 % pour le T3 2024 et enfin 3,4 % à la fin de l'année. Pour rappel, l'institution avait mis en pause son cycle de hausses de taux d'intérêt en mai.

Après une expansion mensuelle de 0,5 % en juin, l'économie mexicaine a ralenti en juillet, l'indicateur global d'activité économique (IGAE) enregistrant un taux mensuel de 0,2 %. En comparaison annuelle, le chiffre de l'IGAE a ralenti: de 4 % en juin à 3,5 % en juillet. Pour cette année, le gouvernement fédéral s'attend à une croissance économique de 3 %, soit un objectif qui semble réalisable au vu des données positives du premier semestre. La consommation continuerait à être soutenue à court terme par le faible taux de chômage, mais le marché du travail pourrait s'essouffler avec le ralentissement de l'activité économique. Du côté de l'offre, le rapport de l'Inegi indique que le secteur industriel a de nouveau été le moteur de l'économie. En effet,

les activités secondaires ont progressé à un rythme mensuel de 0,5 % en août, tandis que les activités primaires se sont contractées de 0,2 % et les services de 0,1 %.

Selon les données de l'Enquête nationale sur la profession et l'emploi, le taux de chômage au Mexique est passé de 3,1 % en juillet à 3 % en août. Selon l'Inegi, cela représente une diminution du nombre de chômeurs de 118 582 en août par rapport à juillet. Par secteur d'activité économique, les services ont enregistré la plus grande diminution du nombre d'emplois, avec la suppression de 552 308 postes en août. Dans le secteur agricole, 332 045 emplois ont été détruits en août. En revanche, dans le secteur industriel, les données de l'Inegi révèlent la création de 638 334 emplois en août, dont 360 522 dans l'industrie manufacturière et 156 229 dans la construction. Le taux de sous-emploi a diminué de 0,2 pp en août par rapport à juillet, atteignant 7,9 %. Enfin, le taux d'informalité s'est établi à 55,2 % en août, soit son niveau le plus bas en trois mois.

L'enquête mensuelle menée par Banxico révèle l'optimisme marqué des acteurs du secteur privé, quant à la conjoncture actuelle pour réaliser des investissements, avec 41 % des réponses indiquant « un bon moment pour investir ». Au S1 2023, l'investissement fixe brut représentait 24,3 % du PIB, soit le chiffre le plus élevé depuis 1993. Les analystes s'accordent à dire que l'optimisme est lié à de meilleures perspectives de croissance économique et à la montée du *nearshoring*, qui entraînerait davantage d'investissements dans les années à venir. Cependant, pour 2024, il pourrait y avoir une certaine prudence en matière

d'investissement en raison de deux sujets clés : les élections présidentielles au Mexique, ainsi que le ralentissement voire la possible récession économique aux États-Unis.

Près de 78 % des entreprises mexicaines prévoient d'augmenter les salaires au cours de l'année 2024. Le rapport de PageGroup souligne que 30 % des entreprises interrogées ont l'intention d'augmenter les salaires de plus de 6 % et 52 % d'entre elles prévoiraient une hausse comprise entre 5 et 6 % du salaire de leurs employés.

Le **Système National de Raffinage (SNR) a traité 796 000 barils de pétrole brut par jour en août, soit une augmentation mensuelle de 3,6 %**. Cependant, les importations de pétrole raffiné ont atteint 407 000 barils par jour, se traduisant par une augmentation mensuelle de 17 %, soit la plus forte croissance mensuelle depuis octobre 2022, selon les données de Petróleos Mexicanos (PEMEX).

Finances publiques

D'après les projections du paquet économique 2024, la dette publique du Mexique devrait atteindre 48,8 % du PIB aux termes du mandat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Celle-ci enregistrerait une hausse de 0,3 pp par rapport au budget approuvé pour 2023, en considérant la nouvelle base du système de comptabilité mexicain. Cependant, si l'on compare avec la base précédente (de 2013), la dette publique aurait dû atteindre 50,5 % du PIB. L'organisation México Evalúa a souligné que la dette serait inférieure aux niveaux observés lors de la pandémie, en raison de l'optimisme du gouvernement fédéral à propos du rythme de croissance de l'économie. En effet, le gouvernement prévoit une croissance du PIB comprise entre 2,5 %

et 3,5 % pour 2024, soit des niveaux largement supérieurs à ceux du secteur privé et du FMI, respectivement 1,6 % et 1,5 % du PIB.

Les recettes budgétaires, qui se composent de recettes fiscales et pétrolières, augmenteraient de 6,5 % en 2024, soit la plus faible augmentation des quatre derniers gouvernements. Par ailleurs, les recettes fiscales augmenteraient de 20 % lors de la dernière année du mandat d'AMLO par rapport à la dernière année de mandat de l'administration précédente (qui avait enregistré une hausse des recettes fiscales de 80,7 % par rapport au mandat précédent). L'analyse de México Evalúa a indiqué qu'entre 2019 et 2023, les estimations de la collecte d'impôts resteraient à 2,9 % en moyenne, ce qui est inférieur aux objectifs fixés dans chaque budget. Le Secrétariat des Finances et du Crédit public a prévu une augmentation annuelle de 2,1 % des recettes fiscales en 2024 par rapport à ce qui a été approuvé pour cette année.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 28/09
Bourse (IPC)	-2,06%	+14,27%	51 427,27 points
Change MXN/USD	2,69%	-13,04%	17,55
Change MXN/EUR	1,76%	-6,30%	18,54
Prix du baril mexicain	2,04%	+18,64%	89,43

Amérique centrale

Région CA-4

Trois nouveaux ambassadeurs du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua en France ont remis leurs lettres de créance au Président de la République. Les nouveaux ambassadeurs accrédités sont Mme Olga Julissa ANZUETO AGUILAR pour le Guatemala, Mme Sylvia MIRANDA PANIAGUA pour le Nicaragua et M. Luis Alberto POSADAS ALFARO pour le Honduras.

Le Guatemala, El Salvador et le Honduras figurent parmi les six économies d'Amérique centrale & Caraïbes qui seront les plus affectées par le changement climatique d'ici 2050 d'après la CEPAL. Afin de compenser les pertes économiques engendrées par le changement climatique, le Guatemala, El Salvador, et le Honduras devront investir respectivement 5,3 %, 5,3 % et 10,9 % de leur PIB par an en moyenne entre 2025 et 2050. Les pays du Triangle nord sont particulièrement vulnérables aux chocs agricoles, au regard de la part importante de la population rurale dépendant de l'agriculture de subsistance. En outre, les phénomènes climatiques extrêmes, dont la fréquence est accrue par le changement climatique, auront des conséquences sur les revenus du tourisme dans la région.

Costa Rica

Le conseil d'administration de la Banque centrale du Costa Rica a annoncé qu'il maintiendrait le niveau du taux de politique monétaire (TPM) à 6,50 %. Cette annonce a été faite aux

termes de la sixième réunion de politique monétaire de 2023. Le TPM est utilisé par la Banque centrale comme un outil pour établir la direction des autres taux d'intérêt. Il reste élevé alors que le pays est entré depuis juin 2023 dans une phase de déflation.

El Salvador

La BID a approuvé un programme de 100 M USD destiné à aider les populations vulnérables du Salvador à faire face aux chocs. Le programme, qui devrait bénéficier à 170000 ménages, vise à accroître leur résilience face aux événements défavorables, en mettant en place un système de protection sociale pour répondre aux chocs transitoires de différentes natures, tels que les catastrophes naturelles et les urgences sanitaires. Le prêt est assorti d'une période de décaissement de 5 ans et d'un délai de grâce de 5 ans et demi. Pour rappel, le Salvador est le troisième pays le plus exposé aux catastrophes naturelles en Amérique centrale et 71,9 % de la population pauvre vit dans des zones exposées à ces catastrophes.

Alors que les envois de fonds aux familles (remesas) ont augmenté de 5,3 % g.a. entre janvier et août 2023, atteignant 5,38 Mds USD, les exportations ont chuté de 8,1 % g.a. s'élevant à 4,54 Mds USD. La baisse la plus importante des exportations a été enregistrée dans le secteur textile et s'explique par la diminution de la demande en provenance des Etats-Unis. Les remesas sont alors la source d'entrée de devises dans le pays la plus importante et devraient augmenter de 4 % g.a. en 2023, pour atteindre 8,1 Mds USD, selon un rapport de l'Inter-American Dialogue.

Le budget 2023 approuvé pour les salaires des fonctionnaires a été réduit de 38,6 M USD (à 2,432 Mds

USD), mais continue de représenter une part élevée des dépenses courantes de l'État. Pour rappel, sous l'administration de Nayib Bukele, près de 30 000 emplois publics ont été créés, ce qui représente des dépenses importantes, remises en question par le FMI car exerçant une forte pression sur les finances publiques. Selon le rapport du Trésor sur l'exécution du budget, le taux d'exécution des dépenses courantes globales jusqu'en juillet 2023 s'élevait à 62,3 % de l'allocation de 6,1 Mds USD, tandis que le taux d'exécution des dépenses financières incluant le coût de la dette s'élevait à 77,6 % de l'allocation de 863,3 M USD.

Guatemala

Le gouvernement élu du Movimiento Semilla n'a pas réussi à obtenir le soutien des députés de la Commission des finances pour augmenter le budget 2024. Le député Jonathan Menkos, pressenti pour être le futur Ministre des finances, a présenté le plan de finances du nouveau gouvernement à la Commission des finances, quelques jours avant la fin des auditions publiques. Il a insisté sur la nécessité de relever le plafond budgétaire de 15,84 Mds USD à 16,11 Mds USD, et a indiqué que pour obtenir les ressources supplémentaires nécessaires, le nouveau gouvernement n'augmenterait pas ou ne créerait pas d'impôts, mais améliorerait la collecte des impôts et réviserait les exemptions fiscales. Les propositions du nouveau gouvernement n'ont pas été accueillies favorablement par les membres de la commission, issus majoritairement des partis VAMOS, VALOR et UNE.

D'après les cadres de la Banque mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), il est nécessaire de continuer à investir dans l'infrastructure routière du pays. Des études ont montré que la

couverture du réseau routier guatémaltèque est faible et que sa qualité s'est détériorée au cours des 15 dernières années en raison du manque d'investissement. En outre, la vitesse moyenne de circulation dans le pays est passée de 60 km/h en 2003 à 32 km/h en 2023. L'investissement dans les infrastructures nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable est estimé à 3 % du PIB par an. Afin d'avancer vers ces objectifs le pays devrait bénéficier de l'aide financière des banques multilatérales. La BID a approuvé des investissements d'un montant total de 325 M USD dans les infrastructures routières du pays, et l'un des prêts d'un montant de 150 M USD, est déjà en cours d'exécution pour 6 projets d'amélioration ou de construction de routes. Un autre prêt de la Banque mondiale d'un montant de 150 M USD visant à renforcer la résilience des routes rurales, est en attente d'une évaluation interne à la Banque et devrait être approuvé d'ici 2024.

Les autorités douanières du Guatemala et du Salvador ont commencé à mettre en œuvre la déclaration anticipée des marchandises aux quatre postes frontaliers entre les deux pays. La mise en place de la nouvelle plateforme qui permettrait de réaliser les procédures électroniquement, devrait améliorer la logistique des exportations et importations en réduisant les délais et les coûts ainsi qu'en facilitant l'envoi de documents et le paiement des taxes. Pour rappel, le Guatemala est le troisième fournisseur de biens et le deuxième marché d'exportation du Salvador.

Honduras

Le 21 septembre dernier, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé un programme de 822 M USD sur trois ans pour le Honduras. Près de 548 M

USD sont issus du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et 274 M USD de la facilité élargie de crédit (FEC). Ces ressources serviront à augmenter la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement pour faciliter la mise en place de réformes économiques structurelles (dépenses sociales et d'investissement).

La BID a approuvé un prêt de 56,1 M USD pour améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement à destination du Distrito Central (Tegucigalpa et Comayagüela). Le prêt serait octroyé à l'agence publique de l'eau du Distrito Central, l'UMAPS (Unidad Municipal de Agua Potable y Saneamiento) et aura pour objectif (i) d'améliorer la gouvernance du secteur, (ii) de renforcer la durabilité financière des services fournis par l'Umpas et (iii) d'aider à la mise en place d'une planification. Le prêt serait décaissé sur un an et devrait être remboursé sous 20 ans, à un taux d'intérêt basé sur le Secured Overnight Financing Rate (SOFR).

Après la réinstauration en avril dernier du mécanisme de vente aux enchères des devises internationales, plusieurs acteurs privés alertent sur le risque d'une pénurie de devises. Dans une tentative de modernisation du marché des changes, le modèle de vente aux enchères des devises, en place depuis 1994, avait été remplacé en juin 2021 par la Banque centrale (BCH), qui avait alors chargé des agents de change de gérer l'adjudication des devises internationales. Face à l'inquiétude manifestée par le secteur privé, dont le délai pour obtenir des dollars s'est vu rallonger de plusieurs semaines, la BCH a écarté la possibilité d'une pénurie de devises bien qu'admettant ne répondre en moyenne qu'à 30 % des demandes de dollars formulées par des acteurs

privés. Les Réserves Internationales (RIN) restaient élevées en juillet 2023 (7,8 Mds USD, soit 4,9 mois d'importation), bien qu'inférieures à leur niveau de janvier 2022 (8,5 Mds USD, 5,6 mois), date de prise du pouvoir du gouvernement de Castro.

Nicaragua

Sur les deux dernières décennies, le Nicaragua a été le pays le plus déforesté de l'isthme centroaméricain, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. De 2001 à 2022, le Nicaragua a perdu 1,73 M d'hectares (Mha) de couverture végétale, équivalent à une diminution de 22 %. L'institution explique cette dynamique par l'augmentation des activités minières illégales, notamment les orpailleurs. En comparaison régionale sur la période, le Guatemala atteint le même taux de déforestation (22 %) mais la surface déforestée est légèrement moindre (1,68 Mha), suivi du Honduras (17 % ; 1,32 Mha), du Belize (16 % ; 0,28 Mha) et du Salvador (8,3 % ; 0,08 Mha).

Face au faible dynamisme des exportations, les entreprises des zones franches ont supprimé 15 000 emplois depuis le début de l'année, sur les 141 000 que comptaient le secteur en août 2022. Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), les exportations issues des zones franches ont diminué de 6,4 % g.a. à juillet 2023, soit 143,1 M USD, alors que le prix des biens issus des zones franches a connu une hausse de 4,1 % g.a. sur la période. Les produits textiles issus des zones franches ont connu la baisse la plus importante (- 195 M USD).

Panama

Le Ministère de l'Économie et des Finances a relevé de 1 pp la perspective

de croissance économique du Panama pour 2023 à 6 %. Le Ministère a précisé que "le dynamisme de l'économie est robuste" mettant en lumière l'augmentation de 7,8 % de l'indice mensuel de l'activité économique, au cours de la période de janvier à juin 2023 par rapport à la même période en 2022. Le Ministre a souligné que la croissance économique a eu un impact favorable sur la création d'emplois, de septembre 2020 à avril 2022: les emplois ont augmenté de 13 %, dont 92 % d'emplois formels, tandis que de janvier à juin 2023, le nombre de contrat de travail enregistrés auprès du ministère du Travail et du Développement de l'emploi (MITRADEL) a augmenté de 25,6 % par rapport à la même période en 2022.

La Banque nationale du Panama (BNP) a présenté à l'Assemblée nationale sa ligne de financement pour le secteur privé pour un total de 2,3 Mds USD, après avoir alloué 1,8 Mds USD aux investissements publics dans le budget 2024. Sur le total des investissements, 1,7 Mds USD devraient être obtenus sous forme de placements de prêts. « Ce budget permettrait à la Banque de soutenir durablement la croissance de l'économie panaméenne. Au 31 juillet 2023, la Banque totalise 14,0 Mds USD d'actifs, avec un portefeuille de prêts de 6,5 Mds USD, des dépôts de 10,9 Mds USD, des obligations de 1,4 Mds USD, d'autres passifs de 332,5 M USD et un fonds de capital de 1,2 Mds USD » a déclaré Javier Carrizo Esquivel, directeur général de la BNP.

Selon l'Institut national de la statistique (INEC) et le Contrôleur général de la République, l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une variation de 2,2 % g.a. au 31 août 2023 (0,2 % g.m). Ce niveau est principalement lié à l'augmentation des prix des services, du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz avec une hausse de 9,6 % g.a. La plus forte augmentation a été enregistrée dans le secteur de l'électricité avec une

hausse de 39,5 % g.a en août, selon le Secrétariat national de l'énergie, en raison de l'élimination du paiement du Fonds de stabilisation des tarifs extraordinaires (FET).

Le Canal de Panama prévoit des recettes de 4,7 Mds USD pour l'exercice 2024 et devrait verser 2,4 Mds USD au Trésor national sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration de l'Autorité du Canal de Panama (ACP). L'ACP a indiqué qu'en dépit de la pénurie d'eau, les recettes budgétées pour 2024 sont supérieures de 2,7 % à celles de 2023, à l'aide du nouveau système de tarification échelonné des péages mis en œuvre en janvier 2023 et au moins jusqu'en 2025. Selon les estimations de l'ACP, le nombre total de transits et le tonnage diminueront respectivement de 6,9 % et de 4,6 %, tandis que les investissements et les réserves de capital pour les futurs projets augmenteront de 26,4 %.

Caraïbes

Cuba

Actuellement en phase de conception, un nouveau parc photovoltaïque serait installé dans la région de Mayarí, dans la province d'Holguín. D'une capacité de 5 mégawatts, le projet devrait fournir près de 40 % des besoins d'électricité de ce territoire. Ce nouveau complexe énergétique, qui serait complété par 21 autres parcs bénéficiant 10 provinces cubaines, a été offert par le gouvernement chinois, équivalant à un montant total estimé à 114 M USD. L'île a pour objectif d'atteindre 37 % de production d'énergies renouvelables dans son mix énergétique à l'horizon 2030. Aujourd'hui, les énergies renouvelables représentent à peine 5 % de la production d'énergie, associé

principalement au faible niveau d'investissements dans le secteur.

République Dominicaine

Le Sénat de la République dominicaine a approuvé deux financements pour l'extension du métro et la gestion des déchets solides. Proposée par le pouvoir exécutif, cette enveloppe de 244,2 M USD a été approuvée par la chambre basse et la chambre haute. Le premier prêt de 200 M USD, financé par l'AFD, serait utilisé dans le cadre du programme d'appui à la mobilité, aux transports terrestres et à la sécurité routière, y compris l'extension de la ligne 2 du métro de Saint-Domingue. Le second prêt, de 44,2 M USD, financé par la BID, serait consacré à la gestion des déchets solides du District national et de la province de Saint-Domingue.

En août 2023, le gouvernement dominicain a approuvé 94 nouveaux projets d'investissement public, qui ont totalisé 1 127 projets pour la période janvier-août 2023. La Direction générale des investissements publics a indiqué que 60,6 % (56,5 M EUR) des projets approuvés en août 2023 ont concerné le secteur des transports (57 projets). Le coût total des projets approuvés en août 2023 a été de 97 M EUR, pour un montant total de 2,3 Mds EUR sur l'année 2023, soit le montant le plus élevé des cinq dernières années.

Trinité-et-Tobago

La Commission européenne a adressé un "carton rouge" à Trinité-et-Tobago en matière de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Cette mesure intervient après le "carton jaune" reçu en 2016. La décision sera transmise aux États membres de l'UE qui décideront collectivement d'interdire ou non les importations de poissons en provenance de l'état caribéen. "Malgré le soutien de l'UE auprès de Trinité-et-Tobago dans le cadre du dialogue sur la pêche INN, tant en ce qui concerne la révision du cadre juridique qu'en termes de suivi, de contrôle et de surveillance, le pays n'a pas réalisé de progrès suffisants pour satisfaire aux exigences énoncées dans la législation INN", a déclaré hier la Commission européenne dans un communiqué annonçant sa décision.

L'Office central des statistiques (CSO) a fait état d'une baisse de 0,2 pp du niveau d'inflation en août 2023, atteignant 6,2 % g.a. Le taux d'inflation - mesuré comme la variation en pourcentage de l'indice moyen de tous les articles pour les huit premiers mois de 2023 était de 6,2 % par rapport à la même période en 2022. Si l'on compare le taux d'inflation de la période précédente, on constate que le taux d'inflation des huit premiers mois de 2022 était de 4,9 % par rapport à la même période en 2021.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr